

les banquiers et d'autres financiers qui appuient le parti conservateur. Ce qui ressort avant tout de ce budget des dépenses, c'est qu'après six mois de pouvoir, le nouveau gouvernement n'a rien fait pour s'attaquer aux taux d'intérêt élevés qui font augmenter les dépenses du secteur public au-delà de 100 milliards de dollars.

Lorsque le gouvernement a annoncé ses compressions de dépenses, d'importants secteurs ont été touchés, comme le prouvent les prévisions de dépenses. La Société Radio-Canada représente un lien vital pour notre pays, un lien qui unit tous les Canadiens d'un océan à l'autre. Je suis heureux de voir que le ministre semble d'accord avec moi. Et je constate qu'on a enlevé à la Société 50 millions. De même, le Conseil national de recherches a perdu entre 60 ou 70 millions même si le gouvernement s'était engagé à dépenser davantage pour la science, la recherche et le développement. Selon la mesure que l'on utilise dans le budget des dépenses, on a soustrait 1.5 milliard ou même davantage au développement régional. Emploi et Immigration est durement touché surtout en ce qui concerne les services offerts au million et demi de sans-travail canadiens et au trois ou quatre millions de Canadiens qui peuvent s'attendre à être sans emploi à un moment ou l'autre en 1985 ou 1986 du fait des politiques des gouvernements ancien ou actuel.

Si le gouvernement était passé à l'action au moment où il a pris le pouvoir pour se doter d'une politique indépendante concernant les taux d'intérêt, il aurait été inutile de supprimer des crédits à Radio-Canada, au ministère de l'Emploi et de l'Immigration ou encore aux activités de recherche et de développement, car chaque sou que l'on retranche dans ces domaines-là servira à rembourser les banques et les particuliers qui ont prêté à l'État à des taux élevés. Non, ces compressions n'auraient pas été nécessaires si les taux d'intérêt avaient été abaissés. Les Canadiens à qui on enlève des services payent l'intérêt sur la dette publique. Je rappelle au Président du Conseil du Trésor et au gouvernement qu'en octobre dernier, en dépit des promesses faites quand ils étaient dans l'opposition, les ministériels ont imposé une taxe décidée par les libéraux, taxe qui coûte \$500 par famille. Cette surtaxe de \$500 qui a directement contribué à l'aggravation du chômage, n'aurait pas été nécessaire si le gouvernement avait décidé de baisser les taux d'intérêt au lieu de reprendre la politique d'argent cher que le gouvernement libéral lui a léguée.

Si j'étais directeur d'une banque j'arborerais un large sourire en voyant ce budget des dépenses. Des rumeurs circulent dans le *Wall Street Journal*, dans le *Toronto Star*, et ailleurs, que le nouveau ministre des Finances est en train d'acquiescer rapidement la réputation d'un gaffeur, un homme qui fait rudement concurrence à l'ancien premier ministre de son parti pour ce qui est de l'impression qu'il fait au public, un homme qui n'a pas été préparé, pas plus que le gouvernement, à affronter les intérêts financiers qui tiennent le peuple en esclavage et qui décident du sort des chômeurs canadiens et de tous nos concitoyens.

M. Clark (Yellowhead): Venez répéter cela à l'extérieur.

M. Fulton: On s'imaginerait que le président du Conseil du Trésor est un évadé du Sénat.

Budget principal des dépenses, 1985-1986

M. Cassidy: C'en est un. Il faudrait le féliciter d'avoir su en partir avant qu'il ne soit aboli.

J'en reviens maintenant aux compressions prévues dans le budget des dépenses en tenant compte entre autre choses des régions où le parti libéral avait toujours tiré sa force. Les conservateurs ont toujours été forts dans la région atlantique. Pendant longtemps, ils ont été forts dans l'Ouest. Tout dernièrement, ils ont gagné beaucoup de sièges au Québec bien que cela risque d'être provisoire. L'importante compression prévue dans le budget des dépenses . . .

M. Hnatyshyn: Vous oubliez Ottawa-Centre. Nous en gagnons là-bas tous les jours.

M. Cassidy: Eh bien, nous continuons à gagner des élections. L'importante compression du budget des dépenses dont il n'avait pas été question jusqu'ici, ce sont les 400 millions soustraits à la Société du crédit agricole. Pour 1985, ses crédits pour les prêts seront réduits d'environ 90 millions, soit un cinquième de ce qui était prévu dans le budget de l'année précédente. Je suppose que cette compression a été maintenue pour que le ministre puisse dire: «Voyez ce que j'ai réussi: «J'ai fait en sorte que la progression de nos dépenses facultatives ne soient que de 0.2 ou 0.5 p. 100». Il ne parle pas de l'effet sur le secteur agricole. Il ne dit pas de quelle façon les dépenses agricoles, et le secteur agricole en général, influencent le reste de l'économie canadienne. A une époque où les agriculteurs ont besoin de crédit pour survivre, on les prend à la gorge.

Les subventions à la construction navale sont réduites de 40 millions de dollars. C'est un coup direct porté à l'économie de la région du Saint-Laurent au Québec, de la région de Saint-Jean, d'Halifax, ainsi que de Terre-Neuve et de la Colombie-Britannique. Même s'il est difficile de savoir exactement ce qui arrive, il semblerait que les fonds pour le développement économique dans le secteur forestier soient ramenés de 91 à 54 millions de dollars. En d'autres termes, plutôt que de mettre en pratique les promesses d'augmentation massive, dans un secteur qui représente 10 p. 100 de notre activité économique, le gouvernement procède à des restrictions.

[Français]

Cette semaine, monsieur le Président, le gouvernement a refusé de donner son appui au projet d'investissement à la compagnie Domtar, dans les Cantons de l'Est de la province de Québec, refus qui va toucher un secteur très important de l'économie québécoise et qui dénote encore une fois le manque d'engagement de ce gouvernement en remplissant ses promesses en ce qui touche le secteur forestier.

[Traduction]

En ce qui concerne la prospection pétrolière dans les régions éloignées, Petro-Canada est maintenant la principale compagnie, non seulement dans la mer de Beaufort, mais également dans le gisement de Hibernia et dans la prospection au large de la côte est du Canada. Son programme de prospection et de développement des régions éloignées est réduit de plus de 200 millions de dollars. C'est un coup dur pour tous ceux qui ont, en toute confiance, voté pour les conservateurs et le premier ministre qui disait, au cours de la campagne électorale: «Votez pour nous, notre programme est de créer des emplois, des emplois et des emplois; il faut du changement».